

**DELIBERATION 2021 29 –
Rapport de suivi des recommandations de la Chambre Régionale des Comptes d'Ile-de-France de 2020**

Séance du Comité syndical du 13 décembre 2021, à distance

EXPOSÉ DES MOTIFS

Conformément aux articles L. 243-5 et L.243-6 du code des juridictions financières, le Comité syndical du 19 octobre 2020 a débattu du rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes (CRC) Ile-de-France concernant l'examen des comptes et la gestion des exercices 2011 et suivants du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole transmis le 05 août 2020.

L'article L 243-9 du code des juridictions financières prévoit que dans un délai d'un an à compter de cette présentation, le Président du SAVM présente dans un rapport devant cette même assemblée, les actions entreprises à la suite des observations faites.

Ce rapport sera communiqué à la chambre régionale des comptes, qui fait une synthèse annuelle des rapports qui lui sont communiqués, transmise à la Cour des comptes en vue de son rapport public annuel.

Aussi, vous trouverez en annexe le projet de rapport de suivi des recommandations faites en 2020.

Je vous prie, mes chers collègues, de bien vouloir en délibérer.

Le Président,

Sylvain Raifaud

**DELIBERATION 2021 29 -
Rapport de suivi des recommandations de la Chambre Régionale des Comptes d'Ile-de-France de 2020**

Séance du Comité syndical du 13 décembre 2021, à distance

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts du Syndicat,

Vu la délibération 2020-25 du 19 octobre 2020 portant communication du rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes (CRC) d'Ile-de-France concernant l'examen des comptes et la gestion des exercices 2011 et suivants du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole

Vu l'article L 243-9 du code des juridictions financières,

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

PREND ACTE du rapport de suivi des recommandations de la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France concernant l'examen des comptes et la gestion des exercices 2011 et suivants du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole, tel que présenté à l'annexe jointe à la présente délibération ;

AUTORISE le Président à transmettre le présent rapport de suivi à la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France.

Le Président,

Sylvain Raifaud

ANNEXE A LA DELIBERATION 2021 29 -

RAPPORT DE SUIVI DES RECOMMANDATIONS DE LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES D'ÎLE-DE-FRANCE DE 2020

Dans son rapport d'observations définitives concernant l'examen des comptes et la gestion des exercices 2011 et suivants du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole transmis le 05 août 2020 et présenté au comité syndical du 19 octobre 2020, la chambre régionale des comptes (CRC) d'Ile-de-France faisait quatre recommandations :

Recommandation n° 1 : Préparer le transfert du marché Velib' à Île-de-France Mobilités, autorité organisatrice des transports, seule compétente en la matière en application des textes.

Recommandation n° 2 : Adapter les statuts à la composition du syndicat mixte et en tirer les conséquences pour la possibilité de verser des indemnités de fonction aux président et vice-présidents.

Recommandation n° 3 : Mettre en cohérence le cadre de gestion du syndicat (statuts, nomenclature comptable, qualification des services rendus) ce qui permettra d'en déterminer la nature : service public administratif ou service public industriel et commercial.

Recommandation n° 4 : Instituer une régie de recettes sous l'autorité du comptable public pour permettre la perception régulière des recettes du services Vélib'

1) Transfert du marché Velib' à Ile-de-France mobilité

Dans la continuité de la réponse du Syndicat jointe au rapport d'observations définitives, le transfert du marché Velib' à Ile-de-France Mobilités reviendrait à retirer au Syndicat et à ses collectivités et EPCI adhérents une compétence ouverte par les textes.

Elle supposerait l'accord et des délibérations conformes de retrait du Syndicat de toutes les collectivités adhérentes à l'option Velib' et l'expression de l'intérêt d'Ile-de-France mobilités pour une telle évolution. Or, la région Île-de-France a confirmé dans sa réponse aux observations provisoires que le service Velib' n'a pas vocation à être un service régional et donc à être géré par Ile de France Mobilités.

2) Adapter les statuts du Syndicat à sa composition

Il est rappelé que les statuts du 19 septembre 2019 actuellement en vigueur prévoient dans l'article 1^{er} que le Syndicat est composé exclusivement de communes, d'EPCI, de départements et de la région ce qui est en pratique le cas comme en atteste la liste de ses membres mis en annexe 2 desdits statuts. Les indemnités de fonction versées au Président et aux vice-président(e)s sont conformes au cadre légal applicable aux « syndicats mixtes ouverts restreints ».

Du fait des contraintes sanitaires connues courant 2021, la réflexion annoncée concernant une révision globale des statuts du Syndicat afin de mieux tenir compte de l'évolution de sa compétence principale après la résiliation de la DSP Autolib' est à relancer. Ce chantier devrait aboutir en 2022.

3) Définir si les activités du Syndicat relèvent des services publics administratifs ou industriels et commerciaux, et adapter en conséquence son organisation administrative.

Le Syndicat rappelle que les statuts en vigueur précisent dans l'article 1^{er} que le Syndicat est un établissement public à caractère administratif et qu'il peut mettre en œuvre des services à caractère industriel et commercial qui font l'objet d'un budget annexe de cette nature.

C'est dans ce cadre que le Syndicat s'inscrit depuis la résiliation de la DSP Autolib' et la révision de son objet statutaire. Ses compétences sont constituées d'un socle commun qui intègre la gestion administrative et éventuellement contentieuse des conséquences de la fin de la DSP, d'une part, et d'une compétence optionnelle Velib', d'autre part.

Son budget principal est équilibré par les seules contributions de ses membres. Il en est de même pour son budget annexe, les recettes issues des usagers représentant une part minoritaire du total des recettes nécessaires à la couverture des dépenses budgétaires.

La gestion administrative et la gouvernance du Syndicat seront adaptées en fonction du résultat des réflexions engagées dans le cadre de la révision des statuts.

4) Instituer une régie de recettes sous l'autorité du comptable public pour permettre à la société SMOVENGO de percevoir régulièrement les recettes du service Velib'.

Le Syndicat confirme sa réponse jointe au rapport d'observations définitives sur ce sujet.

Les modalités de perception des recettes des usagers de Velib' ont été précisément discutées avec les services de l'Etat, particulièrement avec la Préfecture et la DRFIP, associées aux réflexions du Syndicat en amont de la mise en service du marché Velib'.

Au terme d'analyses convergentes, la DRFIP saisie par le Syndicat sur ce point a considéré dans ses réponses écrites qu'une régie de recettes n'était pas nécessaire en l'espèce et a émis un avis favorable au projet d'avenant n°4 relatif aux modalités financières de l'exécution du marché Velib'.

Cette position s'appuie d'une part sur celle exprimée par le gouvernement en réponse à une question orale sans débat de la députée Georges Pau-Langevin¹ sur les modalités de recouvrement par des organismes privés de recettes liées à des services publics, pointant des interprétations divergentes de la loi sur le champ des recettes qu'un organisme privé peut percevoir au nom d'une collectivité dans le cadre de marchés de services entre les services fiscaux et la CRC IDF ; d'autre part sur la position du Conseil d'Etat par ses deux arrêts « Société Prest'action » de 2009 et 2010.

Sur ce fondement, l'avenant passé entre le Syndicat et Smovengo, permet de percevoir directement ces recettes et de les reverser au Syndicat.

¹ Question n°1677 - réponse publiée au JO du 15 février 2017